

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 18 septembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "régulant la composition et le fonctionnement du comité consultatif pour les services postaux", a donné le 4 novembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 18 september 1991 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de samenstelling en de werking van het raadgevend comité voor de postdiensten", heeft op 4 november 1991 het volgend advies gegeven :

Formule de présentation.

Dans la version française, in fine, il y a lieu d'écrire :

"... qui en ont délibéré en conseil,".

Article 1er.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Article 1er. Le comité consultatif pour les services postaux, ci-après dénommé "le comité", comprend, outre le président : ".

2. Il convient, conformément à l'usage, de remplacer les tirets par une numérotation en 1°, 2°, 3° ...

3. Il y a lieu d'écrire, dans la version française, aux troisième et quatrième tirets devenant 3° et 4° : "sur la proposition ...".

4. Telle que la composition du comité consultatif pour les services postaux est conçue par le texte en projet, les membres de ce comité seront, sauf dans deux cas (aux troisième et quatrième tirets), choisis librement par le ministre sans aucune présentation des milieux concernés.

.../...

A s'en tenir au texte de l'article 139, alinéa 2, de la loi, qui vise les "représentants", notamment, d'autres "prestataires" de services postaux et des usagers, un système de présentation de candidats par les milieux concernés devrait être prévu.

L'on conçoit, toutefois, qu'un tel système serait difficile, voire impossible, dans de nombreux cas, à organiser.

Aussi, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens qu'il faut donner au terme "représentants" utilisé par la loi, lorsqu'il s'agit d'organiser une participation des prestataires de services postaux autres que la Poste et des usagers. Il semble que, dans l'esprit du législateur, il s'agisse d'assurer plutôt la désignation de membres "représentatifs" de ces milieux, l'autorité investie du pouvoir de nomination devant, dans les choix qu'elle fera, prendre en compte tous les éléments garantissant cette représentativité. Par contre, lorsque des autorités ou des organismes doivent, soit comme usagers, soit comme "prestataires" de services postaux, participer au comité consultatif, le terme "représentants" doit être maintenu; il en est de même pour la Poste.

Mieux vaut, dès lors, écrire, aux 1°, 4°, 5°, 6°, 12°, 13°, 14° et 17° :

"... membres représentatifs des ...".

.../...

5. Les 6° et 7° doivent être intervertis.

Au 6°, devenant le 7°, de la version française, il faut, sans doute, entendre par le mot "prestataires" ceux qui prestent des services postaux.

Mieux vaut écrire :

"... les autres entreprises de services postaux;".

Le texte néerlandais doit être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

6. Aux 8°, 9°, 10°, 18°, 19° et 20°, le texte en projet prévoit que des membres représentent des ministres ainsi que les régions.

Mieux vaut écrire :

"... un membre désigné par ...;".

En outre, en ce qui concerne les membres désignés par les régions, il doit être entendu que celles-ci ne seront pas tenues de désigner des membres et que l'absence des membres qu'elles auraient désignés n'affectera pas la régularité des réunions. En effet,

"l'autonomie établie par la Constitution ou en vertu de celle-ci, dont l'Etat, les Communautés et les Régions disposent dans les limites de leurs compétences, s'oppose, en principe, à ce que le législateur ordinaire puisse obliger les Exécutifs à prêter leur concours à une tâche de l'autorité nationale ou à

.../...

déléguer des représentants au sein d'organes consultatifs nationaux. Les dispositions relatives à cette collaboration - qui n'ont dès lors d'effets que dans la mesure où les Exécutifs concernés sont disposés à y donner suite - ne peuvent, par conséquent, être conçues de manière telle que leur respect ou leur inobservation s'accompagnent d'effets juridiques qui lieraient de quelque manière que ce soit l'autorité nationale. Le refus éventuel des Exécutifs de désigner des délégués - pour quelque motif que ce soit - ne peut, en d'autres termes, contrecarrer la délibération valable"

de tels organes consultatifs (1).

7. Le texte néerlandais du 11° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

8. Aux 18°, 19° et 20°, il faut écrire :

"18° un membre désigné par l'Exécutif flamand;

19° un membre désigné par l'Exécutif régional wallon;

20° un membre désigné par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale;"

Article 2.

(1) Avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 24 avril 1990 sur un avant-projet de loi organisant l'agrégation des entrepreneurs (Doc. parl., Sénat, 1990-1991, 1067/1).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Le président du comité est nommé par Nous. Les autres membres sont nommés par le ministre qui a les services postaux dans ses attributions".

2. L'alinéa 2 prévoit que :

"Le Comité compte autant de membres d'expression néerlandaise que d'expression française, éventuellement à l'exception du président".

Selon l'article 1er, le comité comprend 38 membres, y compris le président. On ne voit, dès lors, pas comment la disposition en projet pourrait excepter le président.

Il faut donc omettre les mots "éventuellement à l'exception du président" et écrire : ", y compris le président".

3. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Le président ne peut exercer d'activité habituelle dans le commerce ou l'industrie; il est choisi en raison de sa compétence en matière de services postaux".

Article 3.

.../...

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Art. 3. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications assure le secrétariat du comité.

Il peut désigner un membre de son personnel en qualité d'observateur au comité, avec voix consultative".

Article 4.

La disposition en projet énonce la règle suivante :

"Le Comité consultatif établit son règlement d'ordre intérieur et le porte à la connaissance du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones".

Suivant l'article 139, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

"Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et le mode de fonctionnement de ce Comité".

C'est donc au Roi qu'il revient d'établir les règles de fonctionnement du comité. Il ne peut, pour l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur qui comporterait l'ensemble des règles de fonctionnement, subdéléguer son pouvoir au comité.

L'arrêté en projet doit, dès lors, être complété par des dispositions dans lesquelles le Roi fixe lui-même les règles essentielles de fonctionnement du comité.

C'est à cette condition que l'article 4 peut être maintenu, puisque le règlement d'ordre intérieur se bornerait, en ce cas, à régler des questions de détail.

Article 5.

La disposition serait plus simplement rédigée comme suit :

"Art. 5. Le président peut inviter des experts aux réunions".

Article 6.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 6. Notre ministre qui a les services postaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

.../...

Voordrachtformulier.

In fine schrijve men in de Franse tekst :

"... qui en ont délibéré en conseil,".

Artikel 1.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 1. Het raadgevend comité voor de postdiensten, hierna "het comité" te noemen, bestaat behalve de voorzitter uit :".

2. Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, dienen de streepjes te worden vervangen door een nummering met 1°, 2°, 3° ...

3. Na het derde en het vierde streepje, die 3° en 4° worden, schrijve men in de Franse tekst : "sur la proposition ...".

4. Zoals de samenstelling van het raadgevend comité voor de postdiensten in de ontworpen tekst is opgevat, worden de leden van dat comité, behalve in twee gevallen (na het derde en het vierde streepje), vrij door de minister gekozen, zonder enige voordracht door de betrokken kringen.

Afgaand op de tekst van artikel 139, tweede lid, van de wet, waar sprake is van de "vertegenwoordigers" van inzonderheid andere "aanbieders" van postdiensten alsook van de gebruikers, zou moeten worden voorzien in een systeem van voordracht van gegadigden door de betrokken kringen.

Men kan zich evenwel indenken dat een zodanig systeem in veel gevallen moeilijk en zelfs onmogelijk te organiseren zou zijn.

De Raad van State stelt zich dan ook vragen over de betekenis die moet worden gegeven aan het woord "vertegenwoordigers" dat in de wet wordt gebruikt, als het erom gaat te zorgen voor een deelneming van andere "aanbieders" van postdiensten dan de post alsook van de gebruikers. Het ziet ernaar uit dat het er volgens het idee van de wetgever veeleer op aan komt ervoor te zorgen dat leden worden aangesteld die "representatief" zijn voor die kringen, waarbij de overheid die bevoegd is om de benoeming te doen, bij de keuzen die ze zal maken rekening moet houden met alle gegevens die deze representativiteit garanderen. Wanneer daarentegen overheden of instellingen ofwel als gebruiker ofwel als "aanbieder" van postdiensten de vergaderingen van het raadgevend comité moeten bijwonen, moet het woord "vertegenwoordigers" behouden blijven; hetzelfde geldt voor de Post.

Het zou bijgevolg beter zijn om in de bepalingen onder 1°, 4°, 5°, 6°, 12°, 13°, 14° en 17° te schrijven :

"... leden die representatief zijn voor ...".

.../...

5. De bepalingen onder 6° en 7° moeten in omgekeerde volgorde komen.

In de Franse tekst van de bepaling onder 6°, die 7° wordt, moeten waarschijnlijk onder het woord "prestataires" diegenen worden verstaan die postdiensten verlenen.

Het zou beter zijn te schrijven :

"... les autres entreprises de services postaux;".

De Nederlandse tekst moet dan worden aangepast als volgt :

"... de andere bedrijven die postdiensten verlenen;".

6. In de bepalingen onder 8°, 9°, 10°, 18°, 19° en 20° stelt de ontworpen tekst dat sommige leden ministers alsook de Gewesten vertegenwoordigen.

Het zou beter zijn te schrijven :

"... een lid aangewezen door ...;".

Bovendien moet er, wat de door de Gewesten aangewezen leden betreft, van uit gegaan worden dat de Gewesten niet verplicht zijn leden aan te wijzen en dat de afwezigheid van de leden die ze zouden hebben aangewezen,

.../...

geen invloed heeft op de regelmatigheid van de vergaderingen. Immers,

"de door of krachtens de Grondwet gevestigde autonomie die respectievelijk de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten binnen hun eigen bevoegdheidssfeer hebben, (vormt) een principieel beletsel voor de gewone wetgever om de Executieven te verplichten hun medewerking te verlenen aan een nationale overheidstaak of om vertegenwoordigers in nationale adviesorganen af te vaardigen. Voorschriften in verband met die medewerking - die derhalve enkel uitwerking kunnen hebben in de mate dat de betrokken Executieven bereid zijn er gevolg aan te geven - mogen dan ook niet derwijze worden geconcipieerd dat aan de naleving of de niet-naleving ervan rechtsgevolgen worden verbonden die de nationale overheid op enigerlei wijze zouden binden. De eventuele weigering van de Executieven om afgevaardigden aan te wijzen - om welke reden dan ook - mag met andere woorden de geldige beraadslaging van (zulke adviesorganen) niet in de weg staan" (1).

7. In de bepaling onder 11° schrijve men
"aangewezen wegens" in plaats van "aangeduid omwille".

8. In de bepalingen onder 18°, 19° en 20° schrijve men :

"18° een lid aangewezen door de Vlaamse Executieve;

19° een lid aangewezen door de Waalse Gewestexecutieve;

(1) Advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State van 24 april 1990 over een voorontwerp van wet houdende regeling van de erkenning van de aannemers (Gedr. St., Senaat, 1990-1991, 1067/1).

20° een lid aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;".

Artikel 2.

1. Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 2. De voorzitter van het comité wordt door Ons benoemd. De overige leden worden benoemd door de minister tot wiens bevoegdheid de postdiensten behoren".

2. Het tweede lid bepaalt :

"Het comité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden, de voorzitter eventueel uitgezonderd".

Volgens artikel 1 bestaat het comité uit 38 leden, met inbegrip van de voorzitter. Het is dan ook niet duidelijk hoe de ontworpen bepaling een uitzondering zou kunnen maken voor de voorzitter.

De woorden "de voorzitter eventueel uitgezonderd" moeten dus vervallen en men schrijve : ", de voorzitter inbegrepen".

3. Het derde lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

.../...

"De voorzitter mag geen gewone activiteit uitoefenen in de handel of de nijverheid; hij wordt gekozen wegens zijn deskundigheid inzake postdiensten".

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor deze bepaling :

"Art. 3. Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie neemt het secretariaat van het comité waar.

Het Instituut kan een lid van zijn personeel aanwijzen als waarnemer bij het comité, met raadgevende stem".

Artikel 4.

De ontworpen bepaling geeft het volgende voorschrift :

"Het Raadgevend Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op en brengt dit ter kennis van de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie".

Artikel 139, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, luidt als volgt :

.../...

"De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van dit Comité".

Het is dus aan de Koning de voorschriften voor de werking van het comité vast te stellen. Voor het opstellen van een huishoudelijk reglement dat alle voorschriften voor de werking van het comité zou bevatten, mag Hij zijn bevoegdheid niet aan het comité overdragen.

Het ontworpen besluit moet bijgevolg worden aangevuld met bepalingen waarin de Koning zelf de belangrijkste voorschriften voor de werking van het comité vaststelt.

Op die voorwaarde kan artikel 4 behouden blijven, aangezien het huishoudelijk reglement er in dat geval toe beperkt zou zijn detailkwesties te regelen.

Artikel 5.

De bepaling zou eenvoudiger geredigeerd zijn als volgt :

"Art. 5. De voorzitter kan op de vergaderingen deskundigen uitnodigen".

.../...

Artikel 6.

De bepaling moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 6. Onze minister tot wiens bevoegdheid de postdiensten behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.